

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur-Fraternité-Justice

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Ministère de la Présidence de la République

تأشيرة التشريعية
VISA LEGISLATION



VISA :

DGLTEJO

Signature

Loi n° *2021-007* modifiant certaines dispositions de la loi N° 67-039 du 3 février 1967, instituant un régime de sécurité sociale

L'Assemblée Nationale a adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Premier : les dispositions des articles 2, 52, 53, 54 et 55 de la loi n° 67-039 du 3 février 1967, instituant un régime de sécurité sociale sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 2 (nouveau) : 1. L'affiliation au régime de Sécurité sociale institué par la présente loi est obligatoire pour les travailleurs soumis aux dispositions du Code du Travail ou du Code de la Marine marchande, sans aucune distinction de race, de nationalité, de sexe ou d'origine, lorsqu'ils sont occupés en ordre principal sur le territoire national, pour le compte d'un ou plusieurs employeurs nonobstant la nature, la forme, la validité du contrat ou le montant et la nature de la rémunération.

2. sont également assujettis les salariés de l'Etat, des établissements publics à caractère administratifs et des collectivités territoriales qui ne bénéficient pas, en vertu des dispositions réglementaires, d'un régime particulier de Sécurité sociale.
3. peuvent être assimilés aux travailleurs visés au premier paragraphe du présent article les élèves des écoles professionnelles, les stagiaires et les apprentis suivant les modalités fixées par arrêté du ministre chargé du Travail.
4. les modalités particulières nécessaires à l'application des dispositions de la présente loi aux travailleurs temporaires ou occasionnels seront déterminées par arrêté du ministre chargé du Travail, après avis du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 52 (nouveau) : 1. Les assurés qui atteignent l'âge de soixante-trois ans ont droit à une pension de vieillesse s'ils remplissent les conditions suivantes :

- a) avoir été immatriculé à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale depuis vingt ans au moins ;

b) avoir accompli, au moins, soixante mois d'assurance au cours des dix dernières années précédant la date d'admissibilité à pension ;

c) cesser toute activité salariée.

2. L'assuré ayant accompli l'âge de cinquante-huit ans et atteint d'une usure prématurée de ses facultés physiques ou mentales le rendant inapte à exercer une activité salariée et qui remplit les conditions (a) et c) prescrites au paragraphe précédent, peut demander une pension anticipée.

Il sera, également, possible dans les secteurs reconnus pour la pénibilité de leurs travaux, de rompre le contrat de travail d'un salarié pour qu'il puisse partir à la retraite avant l'âge de 63 ans à la condition que le salarié puisse bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein. Ces conditions dérogatoires sont, également, applicables aux salariés effectuant des travaux pénibles.

Les modalités de la constatation et du contrôle de cette usure prématurée et la liste des travaux pénibles seront fixées par décrets pris en conseil des ministres.

3. La pension de vieillesse, ainsi que la pension anticipée, prend effet le premier jour du mois civil suivant la date à laquelle les conditions requises ont été accomplies, à la condition que la demande de pension ait été adressée à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale dans le délai de six mois qui suit ladite date. Si la demande de pension est introduite après l'expiration de ce délai, la pension prend effet le premier jour du mois civil suivant la date de réception de la demande.

4. L'assuré qui a accompli au moins douze mois d'assurance et qui, ayant atteint l'âge prévu aux paragraphes 1 et 2 du présent article, cesse toute activité salariée alors qu'il ne satisfait pas aux conditions requises pour avoir droit à une pension de vieillesse, reçoit une allocation de vieillesse sous forme d'un versement unique.

Article 53 (nouveau): 1. Les assurés qui deviennent invalides avant d'atteindre l'âge de soixante-trois ans ont droit à une pension d'invalidité s'ils remplissent les conditions suivantes :

a) avoir été immatriculé à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale depuis cinq ans au moins ;

b) avoir accompli six mois d'assurance au cours des douze derniers mois civils précédant le début de l'incapacité conduisant à l'invalidité.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, au cas où l'invalidité est due à un accident, l'assuré a droit à une pension d'invalidité à condition qu'il ait occupé un emploi assujéti à l'assurance à la date de l'accident et qu'il ait été immatriculé à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale avant la date de l'accident.

3. Est considéré comme invalide, l'assuré qui, par suite de maladie ou d'accident d'origine non professionnelle, a subi une diminution permanente de ses capacités physiques ou mentales, dûment certifiée par un médecin désigné ou agréé par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, le rendant incapable de gagner plus d'un tiers de la rémunération qu'un travailleur ayant la même formation peut se procurer par son travail.

4. La pension d'invalidité prend effet soit à la date de consolidation de la lésion ou de stabilisation de l'état de l'assuré, soit à l'expiration d'une période de six mois consécutifs d'incapacité, si d'après l'avis du médecin désigné ou agréé par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, l'incapacité devait durer probablement encore six mois au moins. Les dispositions de l'article 52 (nouveau), paragraphe 3, de la présente loi, sont applicables par analogie.

5. La pension d'invalidité est toujours concédée à titre temporaire et peut être révisée aux dates fixées par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

6. La pension d'invalidité est remplacée par une pension de vieillesse de même montant, lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de soixante-trois ans.

Article 54 (nouveau) : 1. Le montant de la pension de vieillesse ou d'invalidité, de la pension anticipée et de l'allocation de vieillesse est fixé en fonction de la rémunération mensuelle moyenne définie comme la trente-sixième ou la soixantième partie du total des rémunérations soumises à cotisation au cours des trois ou cinq dernières années précédant la date d'admissibilité à pension, le choix étant dicté par l'intérêt de l'assuré.

Si le nombre de mois civils écoulés depuis l'immatriculation est inférieur à trente-six, la rémunération mensuelle moyenne s'obtient en divisant le total des rémunérations soumises à cotisation depuis l'immatriculation par le nombre de mois civils compris entre cette date et celle d'admissibilité à pension.

2 Pour le calcul du montant de la pension d'invalidité, les années comprises entre l'âge de soixante-trois ans et l'âge effectif de l'invalidité à la date où la pension d'invalidité prend effet, sont assimilés à des périodes d'assurance à raison de six mois par année.

3. Le montant mensuel de la pension de vieillesse ou d'invalidité ou de la pension anticipée est égal à 20% de la rémunération mensuelle moyenne. Si le total des mois d'assurance et des mois assimilés dépasse cent quatre-vingt, le pourcentage est majoré de 1,33% pour chaque période d'assurance ou assimilée de douze mois au-delà de cent quatre-vingt mois.

4. Le montant mensuel de la pension de vieillesse ou d'invalidité et de la pension anticipée ne peut être inférieur à **60%** du salaire mensuel minimum interprofessionnel garanti le plus élevé du territoire national correspondant à une durée de travail hebdomadaire de quarante heures.

Ce montant minimum ne peut cependant pas être supérieur à **80%** de la rémunération moyenne de l'assuré calculée conformément au paragraphe premier du présent article.

5. Le service des prestations familiales est maintenu de plein droit aux bénéficiaires de pensions de vieillesse et d'invalidité.

6. Le montant de l'allocation de vieillesse est égal à autant de fois la rémunération moyenne de l'assuré que celui-ci compte de périodes de douze mois d'assurance.

Article 55 (nouveau): 1. En cas de décès du titulaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'une pension anticipée, ainsi qu'en cas de décès d'un assuré qui, à la date de son décès, remplissait les conditions requises pour bénéficier d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou qui justifiait d'au moins cent quatre-vingt mois d'assurance, les survivants ont droit à une pension de survivant.

2. Sont considérés comme survivants :

- a) la veuve à condition que le mariage ait été contracté un an au moins avant le décès, à moins qu'un enfant ne soit né de l'union conjugale ou que la veuve ne se trouve en état de grossesse à la date du décès du conjoint ;
- b) le veuf invalide à la charge de l'assurée à condition que le mariage ait été contracté un an au moins avant le décès du conjoint ;
- c) les enfants à charge du décédé tels qu'ils sont définis au titre des allocations familiales.

3. Les pensions de survivants sont calculées en pourcentage de la pension de vieillesse ou d'invalidité ou de la pension anticipée à laquelle l'assuré avait ou aurait eu droit à la date de son décès à raison de :

- a) **50%** pour la veuve ou le veuf ; en cas de pluralité des veuves le montant est réparti entre elles par parts égales ;
- b) **25%** pour chaque orphelin de père ou de mère et **40%** pour chaque orphelin de père et de mère. En aucun cas, le montant de la pension d'orphelin ne peut être inférieur à celui des allocations familiales.

4. Toutefois, le total des pensions de survivants ne peut excéder le montant de la pension à laquelle l'assuré avait ou aurait eu droit ; si le total

dépasse ledit montant, les pensions de survivants sont réduites proportionnellement.

5. Le droit à pension du conjoint survivant s'éteint en cas de remariage. Dans ce cas, il est versé une allocation de remariage égale à six mensualités de la pension.

6. Les dispositions de l'article 52 (nouveau), paragraphe 3, de la présente loi, sont applicables par analogie.

Article 2 : Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux salariés en activité dans les différentes entreprises à la date du 1^{er} octobre 2020.

Article 3 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi et, notamment, celles de la loi n° 67-039 du 3 février 1967, instituant un régime de sécurité sociale.

Article 4 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le... 2.2.FEV.. 2021

Mohamed OULD CHEIKH EL GHAZOUANI



Le Premier Ministre
Mohamed OULD BILAL MESSOUD



Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Modernisation de
l'Administration

Camara Saloum Mohamed



الجمهورية الإسلامية الموريتانية



شرف - إخاء - عدل

رئاسة الجمهورية

الوزارة العامة للحكومة
Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

تأشيرة: م ع ت ن ج ر
007-2021

قانون رقم ... يعدل بعض أحكام القانون رقم 67-039 الصادر بتاريخ 3 فبراير 1967 المنشئ لنظام الضمان الاجتماعي

بعد مصادقة الجمعية الوطنية

يصدر رئيس الجمهورية القانون التالي :

المادة الأولى: تعدل أحكام المواد 2 و 52 و 53 و 54 و 55 من القانون رقم 67-039 الصادر بتاريخ 3 فبراير 1967 المنشئ لنظام الضمان الاجتماعي وذلك على النحو التالي:

المادة 2 (جديدة): 1: يعتبر الانتماء إلى نظام الضمان الاجتماعي المنشأ بموجب هذا القانون إلزامياً على العمال الخاضعين لأحكام مدونة الشغل أو لمدونة البحرية التجارية، دون أي تمييز على أساس العرق أو الجنسية أو الجنس أو الأصل، عندما يتم توظيفهم بشكل أساسي على التراب الوطني، لحساب رب عمل واحد أو أكثر بغض النظر عن طبيعة العقد وشكله وصلاحيته أو مقداره وطبيعة الأجر الذي يُتقاضى.

2 يخضع كذلك للمدونتين عمال الدولة والمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والمجموعات الإقليمية الذين لا يستفيدون، بموجب ترتيبات تنظيمية، من نظام خاص للضمان الاجتماعي.

3. يمكن أن يمثّل العمال المشار إليهم في الفقرة الأولى من هذه المادة تلاميذ المدارس المهنية والمتدربين والتلاميذ المتدربين حسب الإجراءات التي يحددها الوزير المكلف بالعمل بمقرر.

4. تحدد الإجراءات الخاصة اللازمة لتطبيق أحكام هذا القانون على العمال المؤقتين أو الظرفيين بمقرر من الوزير المكلف بالعمل بعد رأي مجلس إدارة الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي.

المادة 52 (جديدة)

1. يستحق المؤمن الذي بلغ الثالثة والستين من العمر معاش الشيخوخة إذا توفرت فيه الشروط التالية:

- أن يكون قد مضى على تسجيله لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي عشرون عاماً على الأقل؛
- أن يكون قد أكمل ما لا يقل عن ستين شهراً من التأمين في السنوات العشر السابقة لتاريخ استحقاق المعاش؛
- التوقف عن جميع الأنشطة المدفوعة الأجر.

2. المؤمن الذي أكمل ثمان وخمسين سنة والذي يعاني من إنهاك سابق لأوانه في قدراته البدنية أو العقلية مما يجعله غير قادر على ممارسة أي نشاط مدفوع الأجر والذي يستوفي الشرطين (أ) و (ج) الواردين في الفقرة السابقة، يمكنه طلب الحصول على معاش تقاعدي مبكر. كما سيكون من الممكن في القطاعات المعترف بطبيعة عملها الشاق إنهاء عقد عمل العامل قبل بلوغه 63 سنة حتى يتمكن من التقاعد بشرط أن يستفيد العامل من معاش شيخوخة كاملاً. تنطبق هذه الشروط الاستثنائية أيضاً على العمال الذين يزاولون أعمالاً شاقة.

تُحدد إجراءات معاينة ومراقبة هذا الإنهاك المبكر وقائمة الأعمال الشاقة بمراسيم متخذة في مجلس الوزراء.

3. يسري معاش الشيخوخة وكذلك المعاش المبكر في اليوم الأول من الشهر المدني الموالي لتاريخ استيفاء الشروط المطلوبة، شريطة أن يتم تقديم طلب المعاش إلى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي خلال ستة أشهر بعد التاريخ المذكور. إذا تم تقديم طلب المعاش بعد انقضاء هذه الفترة، يسري المعاش في اليوم الأول من الشهر المدني الموالي لتاريخ استلام الطلب.
4. المؤمن عليه الذي أكمل اثني عشر شهرًا على الأقل من التأمين والذي توقف، بعد بلوغ السن المنصوص عليه في الفقرتين 1 و2 من هذه المادة، عن كل نشاط مدفوع الأجر في حين أنه لا يستوفي الشروط المطلوبة لاستحقاق معاش الشيخوخة، يتلقى مخصصات الشيخوخة على شكل دفعة وحيدة.

المادة 53 (جديدة)

1. يستحق المؤمن الذي أصيب بإعاقة قبل بلوغ السن الثلاثة والستين، الحصول على معاش العجز إذا استوفى الشروط التالية:
 - أن يكون مسجلاً لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي منذ خمس سنوات على الأقل؛
 - أن يكون قد أكمل ستة أشهر من التأمين خلال الاثني عشر شهرًا التي تسبق بداية الإعاقة التي أدت إلى العجز.
2. بغض النظر عن أحكام الفقرة السابقة، وفي حالة ما إذا كان العجز ناجماً عن حادث، يصبح المؤمن عليه مستحقاً لمعاش العجز بشرط أن يكون قد شغل وظيفة خاضعة للتأمين عند تاريخ الحادث وكان مسجلاً لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي قبل تاريخ وقوع الحادث.
3. يعتبر عاجزاً، المؤمن عليه الذي عانى، نتيجة مرض أو حادث من أصل غير مهني، من نقص دائم في قدراته البدنية أو العقلية، وفق شهادة وضعها حسب الأصول طبيب معين أو معتمد من قبل الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، بحيث لم يعد قادراً على كسب أكثر من ثلث الأجر الذي يمكن أن يحصل عليه العامل الذي حصل على نفس التكوين من خلال عمله.
4. يسري مفعول معاش العجز إما اعتباراً من تاريخ جبر الإصابة أو استقرار حالة المؤمن عليه، أو بعد انقضاء فترة ستة أشهر متتالية على العجز، إذا كان من المحتمل، حسب رأي الطبيب المعين أو المعتمد من قبل الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، أن يستمر العجز ستة أشهر أخرى على الأقل. تطبق أحكام المادة 52 (جديدة) الفقرة 3 من هذا القانون قياساً.
5. يمنح معاش العجز دائماً على أساس مؤقت ويمكن مراجعته في التواريخ التي يحددها الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي.
6. يستبدل معاش العجز بمعاش الشيخوخة بنفس المبلغ عندما يبلغ المستفيد السن الثلاثة والستين.

المادة 54 (جديدة)

1. يحدد مبلغ معاش الشيخوخة أو العجز، والمعاش المبكر، ومخصص الشيخوخة على أساس متوسط الأجر الشهري المحدد بالسادس والثلاثين أو الستين من جزء الأجر الإجمالي الخاضع للاشتراك خلال السنوات الثلاث أو الخمس الأخيرة التي تسبق تاريخ الأهلية للحصول على معاش تقاعدي، على أن تراعى في الاختيار مصلحة المؤمن عليه.

إذا كان عدد الأشهر المدنية التي انقضت منذ التسجيل أقل من ستة وثلاثين، يتم الحصول على متوسط الأجر الشهري بقسمة إجمالي الأجر الخاضع للاشتراك منذ التسجيل على عدد الأشهر المدنية بين ذلك التاريخ وتاريخ استحقاق المعاش.

2. لحساب مبلغ معاش العجز، تعبر السنوات الواقعة بين السن الثالثة والستين والسن الفعلية للعجز عند تاريخ نفاذ معاش العجز مماثلة لفترات تأمين بمعدل ستة أشهر عن كل السنة.

3. المبلغ الشهري لمعاش الشيخوخة أو العجز أو معاش التقاعد المبكر يساوي 20% من متوسط الأجر الشهري. وإذا كان مجموع أشهر التأمين والأشهر التي تعتبر بمثابة تتجاوز مائة وثمانين، تُزاد النسبة بنسبة 1.33% عن كل فترة تأمين أو فترة تعتبر مماثلة لها باثني عشر شهرًا بعد مائة وثمانين شهرًا

4. لا يجوز أن يكون المبلغ الشهري لمعاش الشيخوخة أو العجز والمعاش المبكر أقل من 60% من الحد الأدنى للراتب المهني الشهري الأعلى المضمون على التراب الوطني والذي يقابل فترة عمل أسبوعي من أربعين ساعة.

ومع ذلك، لا يجوز أن يزيد هذا المبلغ الأدنى عن 80% من متوسط أجر المؤمن عليه المحسوب وفقًا للفقرة الأولى من هذه المادة.

5. يحتفظ المستفيدون من معاشات الشيخوخة والعجز تلقائياً بخدمة المخصصات العائلية

6. يساوي مبلغ علاوة الشيخوخة أضعاف متوسط أجر المؤمن عليه بقدر ما لديه من فترات تأمين مدتها 12 شهرًا

المادة 55 (جديدة)

1. في حالة وفاة صاحب معاش الشيخوخة أو العجز أو معاش التقاعد المبكر، وكذلك في حالة وفاة المؤمن عليه الذي تتوفر فيه، عند تاريخ الوفاة، الشروط المطلوبة للاستفادة من معاش الشيخوخة أو العجز أو الذي لديه 180 شهرًا على الأقل من التأمين، يحق لذوي الحقوق الحصول على معاش.

2. يعتبر بمثابة ذوي الحقوق:

- الأرملة بشرط أن يكون عقد الزواج قد أبرم سنة على الأقل قبل وفاة الزوج، إلا إذا نجم مولود عن هذا الزواج أو كانت الأرملة حاملاً عند تاريخ وفاة الزوج؛
- الأرملة المعاق والذو الذي تتولى المؤمن عليها نفقته بشرط أن يكون قد تم عقد الزواج قبل وفاة الزوج بسنة على الأقل
- الأولاد الذين كان المتوفى يعيلهم على النحو المحدد في المخصصات العائلية.

3. تحسب معاشات ذوي الحقوق كنسبة مئوية من معاش الشيخوخة أو معاش العجز أو المعاش المبكر الذي كان المؤمن عليه يستحقه أو كان يمكن له أن يستحقه عند تاريخ وفاته بمعدل:

○ 50% للأرملة أو الأرملة؛ وفي حالة وجود أكثر من أرملة، يتم تقسيم المبلغ بينهن على أجزاء متساوية؛

○ 25% عن كل يتيم من الأب أو الأم و40% لكل يتيم من الأب والأم. في كل الأحوال لا يجوز أن يكون مبلغ معاش اليتيم أقل من المخصصات العائلية

4. ومع ذلك، لا يجوز أن يتجاوز مجموع معاشات ذوي الحقوق مبلغ المعاش التقاعدي الذي كان الشخص المؤمن عليه يستحقه أو كان سيحصل عليه؛ وإذا تجاوز المجموع المبلغ المذكور، يتم تخفيض معاشات ذوي الحقوق بشكل متناسب

5. ينتهي حق الزوج في المعاش متى تزوج من جديد. وفي هذه الحالة، يُدفع مخصص للزوج الجديد يساوي ستة رواتب تقاعدية شهرية.

6. تطبق أحكام الفقرة 3 من المادة 52 من هذا القانون قياسا.

المادة 2: تسري أحكام مواد هذا القانون على العمال العاملين في مختلف المؤسسات عند تاريخ 1 أكتوبر 2020.

المادة 3: تلغى كافة الأحكام السابقة المخالفة لهذا القانون وخاصة أحكام القانون رقم 039-67 الصادر بتاريخ 3 فبراير 1967 المنشئ لنظام الضمان الاجتماعي.

المادة 4: ينفذ هذا القانون باعتباره قانونا للدولة وينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

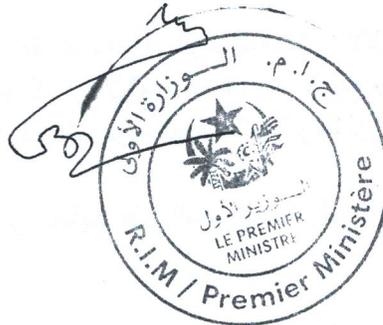
22 FEV 2021

حرر بنواكشوط، بتاريخ.....

محمد ولد الشيخ الغزواني

الوزير الأول

محمد ولد بلال مسعود



وزير الوظيفة العمومية والعمل وعصرنة الإدارة

كمرا سالوم محمد

